

5.1

Accusé de réception de la préfecture : 059-225900018-20230320-315983-DE-1-1

Date de réception en préfecture le 29 mars 2023

Publié le 29 mars 2023

**REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 20 MARS 2023  
SEANCE DU 20 MARS 2023**

**Suite à la convocation en date du 6 mars 2023**

**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**Réuni à Lille, sous la présidence de Christian POIRET, Président du Conseil Départemental**

Nombre de membres en exercices : 82

Étaient présents : Martine ARLABOSSE, Barbara BAILLEUL, Grégory BARTHOLOMEUS, Bernard BAUDOIX, Charles BEAUCHAMP, Valentin BELLEVAL, Stéphanie BOCQUET, Anne-Sophie BOISSEAUX, Frédéric BRICOUT, François-Xavier CADART, Benjamin CAILLIERET, Loïc CATHELAIN, Régis CAUCHE, Marie CHAMPAULT, Marie CIETERS, Sylvie CLERC, Barbara COEVOET, Valérie CONSEIL, Sylvie DELRUE, Agnès DENYS, Claudine DEROEUX, Jean-Luc DETAVERNIER, Stéphane DIEUSAERT, Jean-Claude DULIEU, Monique EVRARD, Soraya FAHEM, Marie-Laurence FAUCHILLE, Michelle GREAUME, Maël GUIZIOU, Jacques HOUSSIN, Simon JAMELIN, Sylvie LABADENS, Sébastien LEPRETRE, Maryline LUCAS, Didier MANIER, Françoise MARTIN, Luc MONNET, Laurent PERIN, Max-André PICK, Michel PLOUY, Christian POIRET, Marie-Hélène QUATREBOEUF, Eric RENAUD, Marie-Paule ROUSSELLE, Caroline SANCHEZ, Marie SANDRA, Céline SCAVENNEC, Sébastien SEGUIN, Marie TONNERRE-DESMET, Patrick VALOIS, Aude VAN CAUWENBERGE, Jean-Noël VERFAILLIE, Philippe WAYMEL, Karima ZOUGGAGH.

Absent(e)(s) représenté(e)(s) : Yannick CAREMELLE donne pouvoir à Sylvie CLERC, Isabelle CHOAIN donne pouvoir à Charles BEAUCHAMP, Paul CHRISTOPHE donne pouvoir à Martine ARLABOSSE, Christine DECODTS donne pouvoir à Barbara BAILLEUL, Béatrice DESCAMPS-MARQUILLY donne pouvoir à Jean-Noël VERFAILLIE, Carole DEVOS donne pouvoir à Caroline SANCHEZ, Isabelle FERNANDEZ donne pouvoir à Françoise MARTIN, Julien GOKEL donne pouvoir à Grégory BARTHOLOMEUS, Mickaël HIRAUX donne pouvoir à Jean-Luc DETAVERNIER, Vincent LEDOUX donne pouvoir à Marie TONNERRE-DESMET, Valérie LETARD donne pouvoir à Marie CHAMPAULT, Elisabeth MASSE donne pouvoir à Sébastien LEPRETRE, Anne MIKOLAJCZAK donne pouvoir à Stéphanie BOCQUET, Charlotte PARMENTIER-LECOCQ donne pouvoir à Luc MONNET, Bertrand RINGOT donne pouvoir à Didier MANIER, Frédérique SEELS donne pouvoir à François-Xavier CADART, Nicolas SIEGLER donne pouvoir à Sylvie LABADENS.

Absent(e)(s) excusé(e)(s) : Salim ACHIBA, Pierre-Michel BERNARD, Frédéric DELANNOY, Isabelle ZAWIEJA-DENIZON.

Absent(e)(s) : Doriane BECUE, Josyane BRIDOUX, Olivier CAREMELLE, Laurent DEGALLAIX, Nicolas LEBLANC, Michel LEFEBVRE, Anne VANPEENE.

**OBJET** : Intervention dans le domaine agricole

Vu le rapport DRE/2023/58

Vu l'avis en date du 13 mars 2023 de la Commission Développement de l'espace rural, environnement, politique de l'eau

**DECIDE à l'unanimité:**

- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat entre le Département du Nord et la Région Hauts-de-France, en matière d'intervention dans le domaine agricole, dans les termes du projet ci-joint en annexe 1 ;
  - de participer au financement du dispositif Pass'Agri filière Hauts-de-France, adopté par le Conseil Régional, selon les domaines d'intervention repris dans le rapport.
- 

Le quorum a été vérifié à l'appel de l'affaire à 15 h 38.

Madame BOISSEAUX est conseillère régionale.

En raison de cette fonction, elle ne peut ni prendre part au délibéré et au vote ni être comptée dans le quorum, ainsi que Monsieur MANIER en raison des fonctions professionnelles exercées au sein de la Région Hauts-de-France. Ils n'assistent pas à cette partie de la réunion.

Monsieur RINGOT (en raison des fonctions professionnelles exercées au sein de la Région Hauts-de-France) avait donné pouvoir à Monsieur MANIER (lui-même exerçant des fonctions professionnelles au sein de la Région Hauts-de-France). Ni le procurant, ni le porteur de pouvoir ne peut prendre part au délibéré et au vote. Il n'est donc pas tenu compte de ce pouvoir pour cette affaire.

49 Conseillers départementaux étaient donc présents en séance. Ils étaient porteurs de 14 pouvoirs.

Ils ont été rejoints pendant la discussion par Madame BOCQUET (porteuse du pouvoir de Madame MIKOLAJCZAK), ainsi que par Monsieur CADART (porteur du pouvoir de Madame SEELS), et Monsieur CAUCHE.

Madame CHAMPAULT (porteuse du pouvoir de Madame LETARD), présente à l'appel de l'affaire, avait quitté momentanément la séance préalablement au vote. Il n'est donc pas tenu compte de ce pouvoir pour cette affaire.

Madame SANDRA et Monsieur SEGUIN, présents à l'appel de l'affaire, avaient quitté momentanément la salle préalablement au vote.

Vote intervenu à 15 h 41.

Au moment du vote, 49 Conseillers départementaux étaient présents.

Nombre de procurations : 15  
Absents sans procuration : 16  
N'ont pas pris part au vote : 2 (en raison de la prévention des conflits d'intérêts)  
Ont pris part au vote : 64 (y compris les votants par procuration)

**Résultat du vote :**

Abstention : 0  
Total des suffrages exprimés : 64  
Majorité des suffrages exprimés : 33  
Pour : 64 (Groupe Union Pour le Nord – Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen – Groupe Communiste et Républicain : Pour l'Humain d'Abord ! – Groupe Ecologiste Europe Ecologie Les Verts Génération.s – Madame BAILLEUL, Madame DECODTS et Madame DEROEUX ainsi que Monsieur RENAUD, non-inscrits)  
Contre : 0

Signé électroniquement



Pour le Président du Conseil Départemental  
et par délégation,  
Le Directeur Adjoint des Affaires Juridiques  
et de l'Achat Public,

Régis RICHARD



**CONVENTION DE PARTENARIAT  
ENTRE  
LA REGION HAUTS-DE-FRANCE ET LE DEPARTEMENT DU NORD  
EN MATIERE D'INTERVENTION DANS LE DOMAINE AGRICOLE**

**ENTRE, d'une part :**

**La Région Hauts-de-France**, siégeant au 151 Avenue du président Hoover, à LILLE (59555), représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Xavier BERTRAND, habilité à cet effet par délibération n°2021.01136 du Conseil régional en date du 2 juillet 2021,

Dénommée ci-après « la Région »

**ET, d'autre part :**

**Le Département du Nord**, siégeant au 51 rue Gustave Delory à Lille (59047), représenté par le Président, du Conseil Départemental, Monsieur Christian POIRET, dûment autorisée par délibération du Conseil départemental en date du 1er juillet 2021,

Dénommé ci-après « le Département ».

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 551-1 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles, L 1511-2, L 3211-1 et L 3232-1-2 ;

Vu la délibération n° 20171159 du conseil régional en date du 29 septembre 2017, adoptant la stratégie agricole de la Région,

Vu la délibération n° 2022.00115 du conseil régional du 27 janvier 2022 modifiant le dispositif Pass agri filière adopté par délibération n° 2019.01746 du conseil régional du 24 septembre 2019

Vu le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) adopté par délibération n° 2022.01821 du conseil régional en date du 8 décembre 2022,

Vu la délibération du Conseil départemental du Nord en date du 20 mars 2023, autorisant le Président du conseil départemental à signer la présente convention, sous réserve de son adoption,

Vu la délibération n° 2023.00550 de la commission permanente du conseil régional, en date du 13 avril 2023 autorisant le Président du conseil régional à signer la présente convention,

**Il est décidé la convention suivante :**

## **PREAMBULE**

la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi Notre a profondément modifié la répartition des compétences entre les différents échelons territoriaux.

Ainsi, en matière de développement économique, la Région est désormais seule compétente pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises (hors immobilier d'entreprise relevant du bloc communal ou intercommunal).

Toutefois, en vertu de l'article L.3232-1-2, le Département peut, par convention avec la Région et en complément de celle-ci, participer, par des subventions, au financement d'aides accordées par la Région en faveur d'entreprises exerçant une activité de production, de commercialisation et de transformation de produits agricoles, de produits de la forêt ou de produits de la pêche et de l'aquaculture.

Ces aides s'inscrivent dans un programme de développement rural et régional ou dans le cadre d'un programme opérationnel de mise en œuvre des fonds européens liés à la pêche et aux affaires maritimes ou dans un régime d'aides existant au sens du droit européen, notifié ou exempté de notification.

En application de l'article L.3211-1 du Code général des collectivités territoriales, le Département a compétence pour promouvoir les solidarités et la cohésion territoriale sur le territoire départemental, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des régions et des communes.

Au titre de la solidarité territoriale en milieu rural, le Département, acteur de proximité et partenaire essentiel du monde rural, entend au niveau de sa politique agricole renforcer l'équité territoriale en confortant une agriculture durable, identitaire des territoires et accompagner les agriculteurs, en particulier ceux en situation fragile.

A ce titre le Département a la possibilité de participer au financement d'un dispositif d'aide mis en place par la Région, dans le cadre d'une convention de partenariat entre le Département et la Région précisant les modalités d'intervention de chacun.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'interventions conjointes entre le Département du Nord et la Région Hauts-de-France en matière de développement agricole, notamment dans le cadre des articles L.3211-1 et L.3232-1-2 du CGCT en ce qui concerne les interventions relevant du développement des filières.

Les approches de la Région en matière de développement des filières agricoles et les approches du Département sont complémentaires et favorisent un développement diversifié des modes de production et de commercialisation des produits issus de l'agriculture.

Ces aides s'inscrivent dans les dispositifs du Plan Stratégique National ou dans un régime d'aides définis par la Région.

Le Département pourra compléter l'aide individuelle octroyée par la Région à une entreprise dans le cadre des dispositifs régionaux.

## **ARTICLE 2 : INTERVENTIONS DU DEPARTEMENT DU NORD**

Dans le respect des objectifs décrits à l'article 1, le soutien apporté par le Département aura pour objectifs :

- le développement de l'approvisionnement local dans la restauration collective,
- le soutien à l'élevage et l'amélioration de la qualité sanitaire,

- la promotion d'une agriculture dynamique, durable, respectueuse de l'environnement et créatrice d'emplois,
- le développement local et la diversification,
- l'accompagnement des agriculteurs en situation fragile,
- l'animation et la reconnaissance du monde rural,
- le renforcement de l'agriculture en tant que composante essentielle de la vie des territoires,
- le logement en milieu rural et l'accueil familial à la ferme,
- le développement des énergies renouvelables.

Les champs d'intervention du Département sont présentés en annexe 1.

### **Participation du Département au financement de dispositifs d'aides définis par la Région**

Le Département souhaite participer au financement des dispositifs adoptés par le Conseil régional suivants

- Pass'agri filières Hauts-de-France.

Les critères d'éligibilité du dispositif et les modalités de financement conjoint entre le Département et la Région sont détaillés en annexe 2 de la présente convention.

### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES**

La Région et le Département s'informent mutuellement des difficultés de mise en œuvre de la présente convention.

Le Département s'engage à informer la Région des aides engagées au titre de la présente convention et à faire référence à la présente convention de partenariat.

Le Département s'engage à respecter les termes de la présente convention et notamment les règles d'attributions des aides telles qu'adoptées par la Région ainsi que les règles européennes relatives aux aides d'Etat telles que présentées en annexe.

Enfin le Département s'engage également à conserver tous les éléments et documents afférents aux aides allouées en application du présent partenariat et le cas échéant, à les fournir à la Région dès que celle-ci le demandera.

En cas d'évolution des dispositifs n'impactant pas directement l'exécution de la présente convention, la Région notifiera les modifications apportées aux dispositifs à charge pour le Département d'en tenir compte

Si le Département souhaite participer à d'autres dispositifs régionaux, un avenant sera établi selon les mêmes modalités que celles ayant abouties à la convention.

### **ARTICLE 4 – SUIVI ET BILAN**

Un comité technique composé de chargés de mission de la Région et du Département, se réunira au minimum une fois par an.

Il aura pour mission de :

- suivre et évaluer la mise en œuvre de ladite convention,
- permettre une information mutuelle sur les programmes mis en œuvre dans le domaine de l'agriculture.

### **ARTICLE 5 - DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La convention entre en vigueur à compter de sa notification au Département par la Région et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2027.

Elle s'appliquera aux aides accordées dès l'exercice 2023.

Feuille n° 3 de la Délibération n° 2023.00550

## **ARTICLE 6 - MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des termes de la présente convention, sauf disposition contraire prévue par la présente convention, fera l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

## **ARTICLE 7 - REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le tribunal administratif de Lille.

Le cas échéant, le tribunal administratif pourra être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>.

Fait en double exemplaire

A Lille, le

A Lille, le

Pour le Département,  
Le Président du Conseil départemental,

Pour la Région Hauts-de-France,  
Le Président du Conseil régional,

## ANNEXE 1 de la convention

### RURALITE : Champs d'intervention du Département du Nord dans le domaine agricole Soutien apporté aux organismes et associations agricoles

Objectifs visés									
Organismes ou associations agricoles	Développement approvisionnement local	Soutien à l'élevage et qualité sanitaire	Promotion agriculture dynamique, durable et respectueuse de l'environnement	Développement local et diversification	Accompagnement agriculteurs en situation fragile	Animation et reconnaissance du monde rural	Renforcement de l'agriculture, composante du territoire	Logement en milieu rural et l'accueil familial à la ferme	Développement des énergies renouvelables
Chambre d'Agriculture Nord-Pas de Calais									
Le Savoir Vert des Agriculteurs									
Fédération Départementale des Services de Remplacement du Nord									
ADARTH									
Groupement de Défense Sanitaire du Nord									
Maison de l'élevage du Nord									
BIO EN HAUTS-DE-FRANCE									
A PRO BIO									
FREDON									
Pôle légumes région Nord									
FRCUMA									
Campus Vert									
Campagnes vivantes									
CIVAM									
Manifestations agricoles et rurales (Terres en Fête, Fête du Lait, Foire à l'Ail...)									
Initiatives Paysannes									
Terre de liens									
A Petit Pas									
Avenir Conseil Elevage									
ARCADE									
AMAP									
Les Sens du Goût									
NOVAGRI									
SOLAAL									

## ANNEXE 2 de la convention

### DISPOSITIF REGIONAL ET MODALITES DE PARTICIPATION AU FINANCEMENT DU DEPARTEMENT

#### Pass'Agri filières en Hauts-de-France

##### **Objectifs :**

Ce dispositif vise à soutenir :

- les projets de diversification des activités à la ferme ; transformation et commercialisation des produits issus de l'exploitation agricole ; les activités d'accueil et de service à la ferme et les investissements productifs spécifiques relatifs à certaines filières agricoles émergentes.

Les objectifs du dispositif :

- donner une nouvelle dimension à la diversification agricole avec un dispositif harmonisé à l'échelle des Hauts-de-France ;
- améliorer l'accès aux aides à tous les porteurs de projets, notamment dans les filières émergentes ;
- augmenter le nombre d'exploitations agricoles engagées dans la diversification et permettre ainsi un meilleur partage de la valeur au profit des exploitants agricoles ;
- consolider les projets de diversification déjà engagés ;
- soutenir les investissements en faveur de l'agro-écologie.

##### **Bénéficiaires :**

- agriculteurs, personnes physiques ;
- agriculteurs, personnes morales dont l'objet est agricole (sociétés à objet agricole telles que GAEC, EARL, SCEA, SARL,.....) ;
- Concernant les personnes morales autres que GAEC et EARL, le capital social doit être détenu à plus de 50% par des associés exploitants et les personnes morales doivent exercer une activité de production agricole ou une activité se situant directement dans le prolongement de l'activité de production agricole de ses membres ;
- établissements de développement agricole, d'enseignement agricole et de recherche agricole, association sans but lucratif, s'ils mettent en valeur une exploitation agricole et exercent réellement une activité agricole ;
- les porteurs de projet JA (attestation de suivi de parcours, attestation MSA) en complément des aides dédiées (DJA, ARSI, prêt d'honneur) ;
- Les coopératives agricoles constituées exclusivement d'agriculteurs (hors CUMA).

Le siège de la structure et le projet doit être situé sur le territoire des Hauts-de-France.

##### **Montant ou forme d'intervention :**

##### **Volet 1 : Investissements spécifiques et dédiés aux productions agricoles nouvelles ou à conforter pour l'exploitation agricole**

##### **Investissements éligibles :**

Investissements matériels liés aux productions agricoles suivantes :

##### **Cultures végétales :**

- toute production végétale sous SIQO ;
- productions fruitières dont arboriculture, cidriculture et nuciculture ;
- champignons ;
- cultures légumières de plein champ (hors pomme de terre, endive, betterave, pois industrie) ;
- productions de fruits et légumes en maraîchage ;
- plantes aromatiques, plantes médicinales, plantes à parfum ;
- plantes d'ornement et de jardins ;

- fruits rouges ;
- houblon ;
- viticulture ;
- cultures pérennes à bas niveaux d'intrants : bambou, miscanthus, silphie, switchgrass ou toute autre cultures du même type, à la condition qu'elles soient non majoritaires en surface sur l'exploitation.

#### **Elevages :**

- toute production animale sous SIQO ;
- apiculture ;
- cuniculture ;
- aviculture ;
- caprin ;
- ovin (en complémentarité avec le cadre du contrat de filière ovine) ;
- héliciculture.

Les productions sous Signes d'Identification de Qualité et d'Origine (SIQO) éligibles sont les productions conduites en :

- Agriculture Biologique ou en conversion (attestation de l'organisme certificateur) ;
- Appellation d'Origine Protégée (AOP) ;
- Indication Géographique protégée (IGP) ;
- Spécialité Traditionnelle Garantie (STG) ;
- Label Rouge (LR).

#### **Montant de l'aide**

Le montant total des investissements éligibles HT doit être compris entre 2 000 € et 30 000 €.

	Taux Région	Taux Département du Nord
<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>		
Projet d'investissement	0%	40%
Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique	0%	60%
<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>		
<b>Projet d'investissement non lié à une production sous référentiel SIQO et agro-écologique</b>	<b>30%</b>	<b>10%</b>
<b>Projet d'investissement en lien avec une production sous référentiel SIQO (hors Agriculture Biologique) ou agro-écologique*</b>	<b>35%</b>	<b>5%</b>
<b>Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique</b>	<b>50%</b>	<b>10%</b>

\*Les référentiels agro-écologiques donnant lieu à une bonification sont : MAEC systèmes, Label Bas Carbone, Label Au Cœur des Sols.

Une bonification de 20% pourra être attribuée aux jeunes agriculteurs ou agriculteurs qui se sont installés au cours des 5 années précédant la date de demande d'aide (hors financement Région).

**Base juridique :** Le régime notifié SA. 39618 "Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire" – tel que prolongé par décision SA 103992

#### **Volet 2 : Investissements spécifiques et dédiés à la création ou au développement d'ateliers de transformation et/ou de commercialisation des produits issus de l'exploitation agricole ;**

##### **Investissements éligibles :**

##### **Investissements spécifiques et dédiés à la création ou au développement d'ateliers de transformation et/ou de commercialisation des produits de l'exploitation agricole.**

Les projets soutenus sont les projets d'investissements matériels qui concernent la création ou le développement :

- d'un atelier de transformation ;
- d'un atelier de conditionnement ou de stockage en complément d'une activité de transformation ;
- d'un point de vente des produits de la ferme, sur site ou à l'extérieur.

- **Le projet de transformation et/ou de commercialisation doit concerner des produits issus de l'exploitation agricole du demandeur (au moins 25%).**

Les projets peuvent concerner tout type de productions agricoles.

### **Montant de l'aide**

Le montant total des investissements éligibles HT doit être compris entre 2 000 € et 30 000 €.

	<b>Taux Région</b>	<b>Taux Département du Nord</b>
<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>		
Tout type de projets	0%	40%
<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>		
<b>Projet d'investissement hors SIQO</b>	<b>30%</b>	10%
<b>Projet d'investissement sous SIQO</b>	<b>35%</b>	5%

**Base juridique :** Régime cadre exempté de notification N° SA.60553 relatif aux aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2015-2022 out tout régime qui s'y substituera

### **VOLET 3 : Investissements spécifiques et dédiés à la création ou au développement d'activités d'accueil et de services à la ferme.**

#### **Investissements éligibles :**

Les projets soutenus sont les projets d'investissement matériels qui concernent la création ou le développement de :

- fermes pédagogiques, de découverte ;
- hébergement locatif de publics cibles (ex : étudiants, personnes à mobilité réduite, personnes âgées) (sous condition d'agrément) ;
- autres activités innovantes de services à destination des particuliers, entreprises, associations, collectivités ;
- **autres activités d'accueil touristique (tout type d'hébergement porté par un agriculteur) (hors financement de la Région).**

- Les projets peuvent concerner tout type de productions agricoles.

Le montant total des investissements éligibles HT doit être compris entre 2 000 € et 30 000 €.

	<b>Taux Région</b>	<b>Taux Département du Nord</b>
<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>		
Tout type de projets	0%	40%
<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>		
<b>Projet d'investissement excepté agri-tourisme</b>	<b>30%</b>	10%
Projet d'investissement lié à l'agri-tourisme	0%	40%

Base juridique : Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, tel que modifié par le règlement n° 2020/972 du 2 juillet 2020 paru au JOUE du 7 juillet 2020.

### **Dépôt de la demande**

Les demandes d'aide doivent être déposées sur la plateforme dématérialisée des aides régionales à l'adresse suivante : <https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/>

### Instruction, décision et suivi :

- l'instruction et le suivi sont assurés par la Direction de l'Agriculture et Développement Rural en lien avec les services départementaux. La décision d'octroi est prise par l'organe délibérant de la Région ;
  - un dossier de demande d'aide sera déposé en amont des investissements ; sur la plateforme dématérialisée de la Région : <https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/sub/extranet/dispositif-consulter.sub?sigle=PAFI>
  - le démarrage des investissements peut commencer dès réception d'un accusé de réception adressé au porteur de projet. Ce dernier ne préjuge en aucun cas de la décision qui sera prise ;
  - la périodicité de dépôt d'un dossier d'un porteur de projet est fixée tous les 2 ans, le dossier précédent devant être soldé :
- Tout commencement des investissements avant le dépôt de la demande entraîne automatiquement le rejet du dossier

### Interventions départementales

- les services du Département auront accès aux dossiers via la plate dématérialisée.
- un comité des financeurs permettra d'analyser les dossiers et les montants de subvention proposés
- La décision d'octroi est prise par la Commission Permanente du Conseil départemental pour les subventions départementales accordées.

### Contacts : Points info diversification :

Aisne : Viviane DEMORTIER Tel : 03 23 22 50 97 viviane.demortier@ma02.org	Oise : Laurence LAMAISON Tel : 03 44 11 44 66 laurence.lamaison@oise.chambagri.fr
Nord et Pas-de-Calais : Vanessa HUCKE Tel : 03 62 61 42 33 diversification@agriculture-npdc.fr	Somme : Marine DELMOTTE Tel : 03 22 33 64 59 m.delmotte@somme.chambagri.fr



Exercice Budgétaire : 2023

Fonction : 6312 AUTRES

Direction : DADR

**Thème : C10.01 Agriculture****Objet : Dispositif Pass'Agri filières : ajustements des modalités d'intervention**

La commission permanente du conseil régional Hauts-de-France dûment convoquée par son Président et réunie le 31 janvier 2023, à 09:00, salle des délibérations - 11 mail Albert 1er à Amiens, sous la présidence de Monsieur Xavier Bertrand, Président du conseil régional,

Vu le régime notifié n° SA.39618 "aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire", tel que modifié par décision SA 103 992, ou tout régime qui s'y substituera,

Vu le régime cadre exempté n° SA 60553 (ancien 49435), relatif aux aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2015-2022, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 du 25 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1<sup>er</sup> juillet 2014, tel que modifié par le règlement 2020/2008 du 8 décembre 2020, publié au JOUE du 9 décembre 2020, ou tout régime qui s'y substituera,

Vu le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, tel que modifié par le règlement n° 2020/972 du 2 juillet 2020 paru au JOUE du 7 juillet 2020, ou tout règlement qui s'y substituera,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2021.01139 du Conseil régional du 2 juillet 2021 relative à la délégation d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente,

Vu l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu la délibération n° 20180831 du Conseil régional du 28 juin 2018 relative à l'adoption du plan régional de prévention de la radicalisation et de la charte régionale de la laïcité et des valeurs de la République,

Vu le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat,

Vu la délibération n°2021.01314 du Conseil régional du 20 juillet 2021 adoptant le règlement budgétaire et financier,

Vu l'ensemble des décisions budgétaires de l'exercice 2023, adoptées jusqu'à ce jour,

Vu la délibération n° 2017.1159 du Conseil régional du 29 septembre 2017 relative à l'adoption de la stratégie agricole de la Région Hauts-de-France,

Vu la délibération n° 2019.01746 du Conseil régional du 24 septembre 2019 relative à l'adoption du dispositif « Pass'Agri filières » à l'échelle des Hauts-de-France,

Vu la délibération n° 2022.00115 du Conseil régional du 27 janvier 2022 modifiant le dispositif « Pass'Agri filières » à l'échelle des Hauts-de-France,

Vu l'avis émis par la commission Agriculture, pêche et agroalimentaire

## PREAMBULE :

Voté à la Séance Plénière du 24 septembre 2019 et modifié en Séance Plénière du 27 janvier 2022, le « Pass'Agri filières » est un dispositif d'aide aux investissements d'un montant minimum de 4 000 € HT, avec une assiette éligible maximale de 30 000 € HT, un taux d'aide de 30% en conventionnel et jusqu'à 50% pour les productions sous SIQO.

Cette politique s'inscrit dans la stratégie agricole de la Région, priorité 9 « soutenir les projets de diversification, de valorisation des produits et les filières complémentaires à l'agriculture ».

Le dispositif s'articule en trois volets :

- **VOLET 1** : Investissements spécifiques et dédiés aux productions agricoles nouvelles ou à conforter pour l'exploitation agricole ;
- **VOLET 2** : Investissements spécifiques et dédiés à la création ou au développement d'ateliers de transformation et/ou de commercialisation des produits issus de l'exploitation agricole ;
- **VOLET 3** : Investissements spécifiques et dédiés à la création ou au développement d'activités d'accueil et de services à la ferme.

Depuis sa création 639 porteurs de projets ont été accompagnés et subventionnés par la Région pour un montant total de 4 650 435,90 €.

La présente délibération vise un ajustement du dispositif afin, d'une part, de garder une bonne complémentarité avec les appels à projet FEADER de la nouvelle programmation 2023-2027, et d'autre part, de répondre aux besoins remontés lors des états régionaux de l'approvisionnement local qui se sont tenus le 5 juillet dernier.

Les principaux ajustements concernent la définition des bénéficiaires éligibles et la liste des investissements éligibles.

Il est proposé de modifier le dispositif « Pass'Agri filières » créé par la délibération n° 2019.01746 du Conseil régional du 24 septembre 2019 et modifiée par la délibération n° 2022.00115 du Conseil régional du 27 janvier 2022 et d'en fixer la mise en œuvre au 1<sup>er</sup> mars 2023.

## DECIDE

Par 55 « Pour », 0 « Contre », 0 « Abstention »

- De modifier le dispositif Pass'Agri filières tel que précisé en annexe 1 de la délibération, étant précisé que ces nouvelles modalités s'appliqueront à partir du 1<sup>er</sup> mars 2023.

**Présents (37) :** Monsieur Jean-Pierre BATAILLE, Monsieur Xavier BERTRAND, Monsieur Maxime CABAYE, Monsieur Salvatore CASTIGLIONE, Madame Aurore COLSON, Monsieur Alexandre COUSIN, Monsieur Arnaud DECAGNY, Monsieur François DECOSTER, Madame Sandra DELANNOY, Monsieur Guillaume DELBAR, Monsieur Eric DELHAYE, Monsieur Pascal DEMARTHE, Monsieur Franck DHERSIN, Monsieur Philippe EYMERY, Madame Maryse FAGOT, Monsieur Daniel FASQUELLE, Madame Sabine FINEZ, Madame Sarah FLAMANT, Madame Anne-Sophie FONTAINE-BARBIER, Madame Brigitte FOURÉ, Monsieur Michel GUINIOT, Madame Zahia HAMDANE, Monsieur Guy HARLÉ D'OPHOVE, Madame Samira HERIZI, Monsieur Thomas HUTIN, Madame Nelly JANIER-DUBRY, Madame Marie-Sophie LESNE, Madame Faustine MALIAR, Madame Claire MARAIS-BEUIL, Madame Manoëlle MARTIN, Monsieur Alexandre OUIZILLE, Monsieur Laurent RIGAUD, Madame Samia SADOUNE, Monsieur Christopher SZCZUREK, Monsieur Jean-Michel TACCOEN, Madame Anne-Sophie TASZAREK, Madame Véronique TEINTENIER.

**Pouvoirs donnés (19) :** Madame Florence BARISEAU donne pouvoir à Madame Manoëlle MARTIN, Madame Natacha BOUCHARTE donne pouvoir à Madame Véronique TEINTENIER, Monsieur Christophe COULON donne pouvoir à Madame Anne-Sophie FONTAINE-BARBIER, Monsieur Yvan HUTCHINSON donne pouvoir à Madame Nelly JANIER-DUBRY, Madame Anne PINON donne pouvoir à Monsieur Franck DHERSIN, Madame Patricia POUPART donne pouvoir à Monsieur Jean-Michel TACCOEN, Monsieur Jean-François RAPIN donne pouvoir à Madame Faustine MALIAR.

Monsieur Guislain CAMBIER donne pouvoir à Monsieur Arnaud DECAGNY, Madame Amel GACQUERRE donne pouvoir à Monsieur Pascal DEMARTHE, Madame Paulette JUILIEN-PEUVION donne pouvoir à Madame Maryse FAGOT, Monsieur Daniel LECA donne pouvoir à Madame Brigitte FOURÉ.

*Monsieur Sébastien CHENU donne pouvoir à Monsieur Michel GUINIOT, Madame Mélanie DISDIER donne pouvoir à Madame Sandra DELANNOY, Madame Christine ENGRAND donne pouvoir à Madame Claire MARAIS-BEUIL, Monsieur Jean-Philippe TANGUY donne pouvoir à Monsieur Philippe EYMERY.*

*Madame Karima DELLI donne pouvoir à Monsieur Thomas HUTIN, Monsieur Julien POIX donne pouvoir à Madame Zahia HAMDANE.*

*Madame Héloïse DHALLUIN donne pouvoir à Madame Samia SADOUNE, Monsieur Benjamin SAINT-HUILE donne pouvoir à Monsieur Alexandre OUIZILLE.*

**N'ont pas participé au vote (1) : Monsieur Thomas HUTIN.**

Pour le Président du Conseil régional et par délégation  
la Directrice générale des services  
Audrey DEMARETZ



**Xavier BERTRAND**  
**Président du Conseil régional**

DECISION DE LA CP :

**ADOpte A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES  
EXPRIMES**

## Annexe 1

### Cadrage du dispositif Pass'Agri filières Hauts-de-France

	Situation initiale	Situation finale
<b>Objectifs</b>	<p>Le dispositif Pass'Agri filières vise à soutenir les investissements spécifiques liés aux productions agricoles nouvelles ou à développer, liés à la transformation et à la commercialisation des produits issus de l'exploitation agricole et ceux liés à des activités d'accueil et de services à la ferme.</p> <p>Les objectifs de ce dispositif sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Donner une nouvelle dimension à la diversification agricole avec un dispositif harmonisé à l'échelle des Hauts-de-France ;</li> <li>- Améliorer l'accès aux aides en diversification et investissement productif à tous les porteurs de projets, notamment dans les filières émergentes ;</li> <li>- Augmenter le nombre d'exploitations agricoles engagées dans la diversification et permettre ainsi un meilleur partage de la valeur au profit des exploitants agricoles ;</li> <li>- Consolider les projets de diversification déjà engagés ;</li> <li>- Soutenir les investissements en faveur de l'agro-écologie.</li> </ul> <p>Le dispositif s'articule en trois volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>VOLET 1</b> : Investissements spécifiques et dédiés aux productions agricoles nouvelles ou à conforter pour l'exploitation agricole ;</li> <li>- <b>VOLET 2</b> : Investissements spécifiques et dédiés à la création ou au développement d'ateliers de transformation et/ou de commercialisation des produits issus de l'exploitation agricole ;</li> <li>- <b>VOLET 3</b> : Investissements spécifiques et dédiés à la création ou au développement d'activités d'accueil et de services à la ferme.</li> </ul>	Inchangé
<b>VOLET 1 Projets soutenus</b>	<p><b>VOLET 1 : Investissements spécifiques et dédiés aux productions agricoles nouvelles ou à conforter pour l'exploitation agricole.</b></p> <p>Les projets soutenus sont les projets d'investissement matériels liés aux productions agricoles suivantes :</p> <p><b>Cultures végétales :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Toute production végétale sous SIQO ;</li> <li>- Productions fruitières dont arboriculture, cidriculture et nuciculture ;</li> <li>- Champignons ;</li> <li>- Cultures légumières de plein champ (hors pomme de terre, endive, betterave, pois industrie) ;</li> <li>- Productions de fruits et légumes en maraîchage ;</li> <li>- Plantes aromatiques, plantes médicinales, plantes à parfum ;</li> <li>- Plantes d'ornement et de jardins ;</li> <li>- Fruits rouges ;</li> <li>- Houblon ;</li> <li>- Viticulture ;</li> <li>- Cultures pérennes à bas niveaux d'intrants : bambou, sylphie, miscanthus, switchgrass ou toute autre cultures du même type, à la condition qu'elles soient non majoritaires en surface sur l'exploitation.</li> </ul> <p><b>Elevages :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Toute production animale sous SIQO ;</li> <li>- Apiculture ;</li> <li>- Cuniculture ;</li> <li>- Aviculture ;</li> <li>- Caprin ;</li> <li>- Ovin (en complémentarité avec le cadre du contrat de filière ovine) :</li> </ul> <p><a href="https://guide-aides.hautsdefrance.fr/spip.php?page=dispositif&amp;id_dispositif=923">https://guide-aides.hautsdefrance.fr/spip.php?page=dispositif&amp;id_dispositif=923</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Héliciculture.</li> </ul> <p>Les productions sous Signes d'Identification de Qualité et d'Origine (SIQO) éligibles sont les productions conduites en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculture Biologique ou en conversion (attestation de l'organisme certificateur) ;</li> <li>- Appellation d'Origine Protégée (AOP) ;</li> <li>- Indication Géographique protégée (IGP) ;</li> <li>- Spécialité Traditionnelle Garantie (STG) ;</li> <li>- Label Rouge (LR).</li> </ul>	Inchangé

<b>VOLET 1</b> Investissements éligibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement intérieur de bâtiments liés au projet ;</li> <li>- Acquisition d'équipements et matériels neufs et spécifiques liés au projet ;</li> <li>- Acquisition de matériel d'occasion et spécifiques liés au projet (hors financement Région) ;</li> <li>- Semences et plants des cultures pérennes éligibles ;</li> <li>- Plants de haies et d'arbres en lien avec le projet dans la limite de 40% des dépenses totales.</li> </ul>	Inchangé																																																																
<b>VOLET 1</b> Régime d'aide	Régime notifié n° SA.63945 (ex SA.50388) "Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire" (PDF, 364.11 Ko) - Entré en vigueur le 19 février 2015 - jusqu'au 31 décembre 2022 - modifié le 26 février 2018, le 16 décembre 2020 et le 19 juillet 2021	<b>Régime notifié n° SA.39618 "aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire", tel que modifié par décision SA 103 992, <u>ou tout régime qui s'y substituera.</u></b>																																																																
<b>VOLET 1</b> Modalités de financement	<p>Le montant total des investissements éligibles HT doit être compris entre 2 000 € et 30 000 €. Pour la Région, le seuil d'intervention est de 4 000 €. L'ensemble des dépenses s'entend hors taxes.</p> <table border="1" data-bbox="261 568 866 1173"> <thead> <tr> <th></th> <th>Taux Région</th> <th>Taux max autres financeurs publics</th> <th>Taux max global autorisé par le Régime d'aide</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="4" style="text-align: center;"><b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b></td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement</td> <td>0%</td> <td>40%</td> <td>40%</td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique</td> <td>0%</td> <td>60%</td> <td>60%</td> </tr> <tr> <td colspan="4" style="text-align: center;"><b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b></td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement non lié à une production sous référentiel SIQO et agro-écologique</td> <td>30%</td> <td>10%</td> <td>40%</td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement en lien avec une production sous référentiel SIQO (hors Agriculture Biologique) ou agro-écologique*</td> <td>35%</td> <td>5%</td> <td>40%</td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique</td> <td>50%</td> <td>10%</td> <td>60%</td> </tr> </tbody> </table> <p>*Les référentiels agro-écologiques donnant lieu à une bonification sont : MAEC systèmes, Label Bas Carbone, Label Au Cœur des Sols.</p> <p>Une bonification de 20% pourra être attribuée aux jeunes agriculteurs ou agriculteurs qui se sont installés au cours des 5 années précédant la date de demande d'aide (hors financement Région).</p>		Taux Région	Taux max autres financeurs publics	Taux max global autorisé par le Régime d'aide	<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>				Projet d'investissement	0%	40%	40%	Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique	0%	60%	60%	<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>				Projet d'investissement non lié à une production sous référentiel SIQO et agro-écologique	30%	10%	40%	Projet d'investissement en lien avec une production sous référentiel SIQO (hors Agriculture Biologique) ou agro-écologique*	35%	5%	40%	Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique	50%	10%	60%	<p>Le montant total des investissements éligibles HT doit être supérieur à 2 000 €. Pour la Région, le seuil d'intervention est de 4 000 € HT. <b><u>Les dépenses éligibles sont plafonnées à 30 000 € HT.</u></b> L'ensemble des dépenses s'entend hors taxes.</p> <table border="1" data-bbox="890 591 1505 1196"> <thead> <tr> <th></th> <th>Taux Région</th> <th>Taux max autres financeurs publics</th> <th>Taux max global autorisé par le Régime d'aide</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="4" style="text-align: center;"><b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b></td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement</td> <td>0%</td> <td>40%</td> <td>40%</td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique</td> <td>0%</td> <td>60%</td> <td>60%</td> </tr> <tr> <td colspan="4" style="text-align: center;"><b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b></td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement non lié à une production sous référentiel SIQO et agro-écologique</td> <td>30%</td> <td>10%</td> <td>40%</td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement en lien avec une production sous référentiel SIQO (hors Agriculture Biologique) ou agro-écologique*</td> <td>35%</td> <td>5%</td> <td>40%</td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique</td> <td>50%</td> <td>10%</td> <td>60%</td> </tr> </tbody> </table> <p>*Les référentiels agro-écologiques concernés par la bonification sont : MAEC systèmes <b><u>ou forfaitaires</u></b>, Label Bas Carbone, Label Au Cœur des Sols, <b><u>Paiement pour Services Environnementaux (PSE)</u></b>.</p> <p>Une bonification de 20% pourra être attribuée aux jeunes agriculteurs ou agriculteurs qui se sont installés au cours des 5 années précédant la date de demande d'aide (hors financement Région).</p>		Taux Région	Taux max autres financeurs publics	Taux max global autorisé par le Régime d'aide	<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>				Projet d'investissement	0%	40%	40%	Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique	0%	60%	60%	<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>				Projet d'investissement non lié à une production sous référentiel SIQO et agro-écologique	30%	10%	40%	Projet d'investissement en lien avec une production sous référentiel SIQO (hors Agriculture Biologique) ou agro-écologique*	35%	5%	40%	Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique	50%	10%	60%
	Taux Région	Taux max autres financeurs publics	Taux max global autorisé par le Régime d'aide																																																															
<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>																																																																		
Projet d'investissement	0%	40%	40%																																																															
Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique	0%	60%	60%																																																															
<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>																																																																		
Projet d'investissement non lié à une production sous référentiel SIQO et agro-écologique	30%	10%	40%																																																															
Projet d'investissement en lien avec une production sous référentiel SIQO (hors Agriculture Biologique) ou agro-écologique*	35%	5%	40%																																																															
Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique	50%	10%	60%																																																															
	Taux Région	Taux max autres financeurs publics	Taux max global autorisé par le Régime d'aide																																																															
<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>																																																																		
Projet d'investissement	0%	40%	40%																																																															
Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique	0%	60%	60%																																																															
<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>																																																																		
Projet d'investissement non lié à une production sous référentiel SIQO et agro-écologique	30%	10%	40%																																																															
Projet d'investissement en lien avec une production sous référentiel SIQO (hors Agriculture Biologique) ou agro-écologique*	35%	5%	40%																																																															
Projet d'investissement en lien avec une production en Agriculture Biologique	50%	10%	60%																																																															
<b>VOLET 2</b> Projets soutenus	<p><b>VOLET 2 : Investissements spécifiques et dédiés à la création ou au développement d'ateliers de transformation et/ou de commercialisation des produits de l'exploitation agricole.</b></p> <p>Les projets soutenus sont les projets d'investissement matériels qui concernent la création ou le développement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un atelier de transformation ;</li> <li>- d'un atelier de conditionnement ou de stockage en complément d'une activité de transformation ;</li> <li>- d'un point de vente des produits de la ferme, sur site ou à l'extérieur.</li> </ul> <p>➤ Le projet de transformation et/ou de commercialisation doit concerner des produits issus de l'exploitation agricole du demandeur (au moins 25%).</p> <p>➤ Les projets peuvent concerner tout type de productions agricoles.</p>	<p><b>VOLET 2 : Investissements spécifiques et dédiés à la création ou au développement d'ateliers de transformation et/ou de commercialisation des produits de l'exploitation agricole.</b></p> <p>Les projets soutenus sont les projets d'investissement matériels qui concernent la création ou le développement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un atelier de transformation ;</li> <li>- d'un atelier de conditionnement ou d'un atelier de stockage en complément d'une activité de transformation <b><u>ou de commercialisation</u></b> ;</li> <li>- d'un point de vente des produits de la ferme, sur site ou à l'extérieur.</li> </ul> <p>➤ Le projet de transformation et/ou de commercialisation doit concerner des produits issus de l'exploitation agricole du demandeur (au moins 25%).</p> <p>Les projets peuvent concerner tout type de productions agricoles.</p>																																																																

<b>VOLET 2</b> <b>Investissements éligibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement intérieur de bâtiments liés au projet ;</li> <li>- Aménagement d'espaces de commercialisation (hors parking) ;</li> <li>- Acquisition d'équipements et matériels neufs et spécifiques à la transformation ou à la commercialisation de produits agricoles ;</li> <li>- Acquisition d'équipements et matériel neufs et spécifiques au stockage et au conditionnement en lien avec une activité de transformation ;</li> <li>- Acquisition de matériel d'occasion et spécifique lié au projet (hors financement Région) ;</li> <li>- Acquisition ou développement de logiciels informatiques, de sites internet ;</li> <li>- Acquisition de brevets, licences, droits d'auteurs et marques commerciales.</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement intérieur de bâtiments liés au projet ;</li> <li>- Aménagement d'espaces de commercialisation (hors parking) ;</li> <li>- Acquisition d'équipements et matériels neufs et spécifiques à la transformation ou à la commercialisation de produits agricoles ;</li> <li>- Acquisition d'équipements et matériel neufs et spécifiques au stockage et au conditionnement en lien avec une activité de transformation ;</li> <li>- Acquisition de matériel d'occasion et spécifique lié au projet (hors financement Région) ;</li> <li>- Acquisition ou développement de logiciels informatiques, de sites internet ;</li> <li>- Acquisition de brevets, licences, droits d'auteurs et marques commerciales ;</li> <li>- <b><u>Equipements de communication : seuls sont éligibles les équipements en lien avec le projet (type panneaux, totems, kakémonos) dans la limite de 20% des dépenses éligibles.</u></b></li> </ul>																																																
<b>VOLET 2</b> <b>Régime d'aide</b>	Régime cadre exempté de notification n° SA 60553, relatif aux aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2015-2022, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 du 25 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1 <sup>er</sup> juillet 2014, tel que modifié par le règlement 2020/2008 du 8 décembre 2020, publié au JOUE du 9 décembre 2020	Régime cadre exempté de notification n° SA 60553, relatif aux aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2015-2022, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 du 25 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1 <sup>er</sup> juillet 2014, tel que modifié par le règlement 2020/2008 du 8 décembre 2020, publié au JOUE du 9 décembre 2020, <b><u>ou tout régime qui se substituera à ce régime après cette date.</u></b>																																																
<b>VOLET 2</b> <b>Modalités de Financement</b>	Le montant total des investissements éligibles HT doit être compris entre 2 000 € et 30 000 €. Pour la Région, le seuil d'intervention est de 4 000 €. L'ensemble des dépenses s'entend hors taxes. <table border="1" data-bbox="260 936 855 1279"> <thead> <tr> <th></th> <th>Taux Région</th> <th>Taux max autres financeurs publics</th> <th>Taux max global autorisé par le Régime d'aide d'Etat</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="4" style="text-align: center;"><b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b></td> </tr> <tr> <td>Tout type de projets</td> <td style="text-align: center;">0%</td> <td style="text-align: center;">40%</td> <td style="text-align: center;">40%</td> </tr> <tr> <td colspan="4" style="text-align: center;"><b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b></td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement hors SIQO</td> <td style="text-align: center;">30%</td> <td style="text-align: center;">10%</td> <td style="text-align: center;">40%</td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement sous SIQO</td> <td style="text-align: center;">35%</td> <td style="text-align: center;">5%</td> <td style="text-align: center;">40%</td> </tr> </tbody> </table>		Taux Région	Taux max autres financeurs publics	Taux max global autorisé par le Régime d'aide d'Etat	<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>				Tout type de projets	0%	40%	40%	<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>				Projet d'investissement hors SIQO	30%	10%	40%	Projet d'investissement sous SIQO	35%	5%	40%	Le montant total des investissements éligibles HT doit être supérieur à 2 000 €. Pour la Région, le seuil d'intervention est de 4 000 € HT. <b><u>Les dépenses éligibles sont plafonnées à 30 000 € HT.</u></b> L'ensemble des dépenses s'entend hors taxes. <table border="1" data-bbox="888 960 1484 1303"> <thead> <tr> <th></th> <th>Taux Région</th> <th>Taux max autres financeurs publics</th> <th>Taux max global autorisé par le Régime d'aide d'Etat</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="4" style="text-align: center;"><b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b></td> </tr> <tr> <td>Tout type de projets</td> <td style="text-align: center;">0%</td> <td style="text-align: center;">40%</td> <td style="text-align: center;">40%</td> </tr> <tr> <td colspan="4" style="text-align: center;"><b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b></td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement hors SIQO</td> <td style="text-align: center;">30%</td> <td style="text-align: center;">10%</td> <td style="text-align: center;">40%</td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement sous SIQO</td> <td style="text-align: center;">35%</td> <td style="text-align: center;">5%</td> <td style="text-align: center;">40%</td> </tr> </tbody> </table>		Taux Région	Taux max autres financeurs publics	Taux max global autorisé par le Régime d'aide d'Etat	<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>				Tout type de projets	0%	40%	40%	<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>				Projet d'investissement hors SIQO	30%	10%	40%	Projet d'investissement sous SIQO	35%	5%	40%
	Taux Région	Taux max autres financeurs publics	Taux max global autorisé par le Régime d'aide d'Etat																																															
<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>																																																		
Tout type de projets	0%	40%	40%																																															
<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>																																																		
Projet d'investissement hors SIQO	30%	10%	40%																																															
Projet d'investissement sous SIQO	35%	5%	40%																																															
	Taux Région	Taux max autres financeurs publics	Taux max global autorisé par le Régime d'aide d'Etat																																															
<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>																																																		
Tout type de projets	0%	40%	40%																																															
<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>																																																		
Projet d'investissement hors SIQO	30%	10%	40%																																															
Projet d'investissement sous SIQO	35%	5%	40%																																															
<b>VOLET 3</b> <b>Projets soutenus</b>	<b>VOLET 3 : Investissements spécifiques et dédiés à la création ou au développement d'activités d'accueil et de services à la ferme.</b> Les projets soutenus sont les projets d'investissement matériels qui concernent la création ou le développement de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fermes pédagogiques, de découverte ;</li> <li>- Hébergement locatif de publics cibles (ex : étudiants, personnes à mobilité réduite et personnes âgées) (sous condition d'agrément) ;</li> <li>- Autres activités innovantes de services à destination des particuliers, entreprises, associations, collectivités ;</li> <li>- Autres activités d'accueil touristique (tout type d'hébergement porté par un agriculteur) (hors financement de la Région).</li> </ul> <p>➤ Les projets peuvent concerner tout type de productions agricoles.</p>	Inchangé																																																
<b>VOLET 3</b> <b>Investissements éligibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement intérieur de bâtiments liés au projet ;</li> <li>- Acquisition d'équipements neufs, matériels et matériaux neufs nécessaires et spécifiques au projet ;</li> <li>- Acquisition de matériel d'occasion et spécifique lié au projet (hors financement Région) ;</li> <li>- Acquisition ou développement de logiciels informatiques, de sites internet ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement intérieur de bâtiments liés au projet ;</li> <li>- Acquisition d'équipements neufs, matériels et matériaux neufs nécessaires et spécifiques au projet ;</li> <li>- Acquisition de matériel d'occasion et spécifique lié au projet (hors financement Région) ;</li> <li>- Acquisition ou développement de logiciels informatiques, de sites internet ;</li> </ul>																																																

	- Acquisition de brevets, licences, droits d'auteurs et marques commerciales.	- Acquisition de brevets, licences, droits d'auteurs et marques commerciales ; - <b><u>Equipements de communication : seuls sont éligibles les équipements en lien avec le projet (type panneaux, totems, kakémonos) dans la limite de 20% des dépenses éligibles.</u></b>																																																
<b>VOLET 3 Régime d'aide</b>	Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides minimis, tel que modifié par le règlement n° 2020/972 du 2 juillet 2020 paru au JOUE du 7 juillet 2020.	Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides minimis, tel que modifié par le règlement n° 2020/972 du 2 juillet 2020, <b><u>ou tout règlement qui s'y substituera.</u></b>																																																
<b>VOLET 3 Modalités de Financement</b>	Le montant total des investissements éligibles HT doit être compris entre 2 000 € et 30 000 €. Pour la Région, le seuil d'intervention est de 4 000 €. L'ensemble des dépenses s'entend hors taxes.	Le montant total des investissements éligibles HT doit être supérieur à 2 000 €. Pour la Région, le seuil d'intervention est de 4 000 € HT. <b><u>Les dépenses éligibles sont plafonnées à 30 000 € HT.</u></b> L'ensemble des dépenses s'entend hors taxes.																																																
	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Taux Région</th> <th>Taux max autres financeurs publics</th> <th>Taux max global autorisé par le Régime d'aide d'Etat</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="4"><b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b></td> </tr> <tr> <td>Tout type de projets</td> <td>0%</td> <td>40%</td> <td>100%</td> </tr> <tr> <td colspan="4"><b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b></td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement excepté agri-tourisme</td> <td>30%</td> <td>10%</td> <td>100%</td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement lié à l'agri-tourisme</td> <td>0%</td> <td>40%</td> <td>100%</td> </tr> </tbody> </table>		Taux Région	Taux max autres financeurs publics	Taux max global autorisé par le Régime d'aide d'Etat	<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>				Tout type de projets	0%	40%	100%	<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>				Projet d'investissement excepté agri-tourisme	30%	10%	100%	Projet d'investissement lié à l'agri-tourisme	0%	40%	100%	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Taux Région</th> <th>Taux max autres financeurs publics</th> <th>Taux max global autorisé par le Régime d'aide d'Etat</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="4"><b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b></td> </tr> <tr> <td>Tout type de projets</td> <td>0%</td> <td>40%</td> <td>100%</td> </tr> <tr> <td colspan="4"><b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b></td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement excepté agri-tourisme</td> <td>30%</td> <td>10%</td> <td>100%</td> </tr> <tr> <td>Projet d'investissement lié à l'agri-tourisme</td> <td>0%</td> <td>40%</td> <td>100%</td> </tr> </tbody> </table>		Taux Région	Taux max autres financeurs publics	Taux max global autorisé par le Régime d'aide d'Etat	<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>				Tout type de projets	0%	40%	100%	<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>				Projet d'investissement excepté agri-tourisme	30%	10%	100%	Projet d'investissement lié à l'agri-tourisme	0%	40%	100%
	Taux Région	Taux max autres financeurs publics	Taux max global autorisé par le Régime d'aide d'Etat																																															
<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>																																																		
Tout type de projets	0%	40%	100%																																															
<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>																																																		
Projet d'investissement excepté agri-tourisme	30%	10%	100%																																															
Projet d'investissement lié à l'agri-tourisme	0%	40%	100%																																															
	Taux Région	Taux max autres financeurs publics	Taux max global autorisé par le Régime d'aide d'Etat																																															
<b>Projets entre 2 000 € et 3 999 € HT de dépenses éligibles</b>																																																		
Tout type de projets	0%	40%	100%																																															
<b>Projets entre 4 000 € et 30 000 € HT de dépenses éligibles</b>																																																		
Projet d'investissement excepté agri-tourisme	30%	10%	100%																																															
Projet d'investissement lié à l'agri-tourisme	0%	40%	100%																																															
<b>Bénéficiaires Pour les 3 volets</b>	Le siège de la structure et le projet doit être situé sur le territoire des Hauts-de-France.  Les agriculteurs :  - Agriculteurs, personnes physiques ; - Agriculteurs, personnes morales dont l'objet est agricole (sociétés à objet agricole telles que GAEC, EARL, SCEA, SARL...); Concernant les personnes morales autres que GAEC et EARL, le capital social doit être détenu à plus de 50% par des associés exploitants et les personnes morales doivent exercer une activité de production agricole ou une activité se situant directement dans le prolongement de l'activité de production agricole de ses membres ; - Etablissements de développement agricole, d'enseignement agricole et de recherche agricole, association sans but lucratif, s'ils mettent en valeur une exploitation agricole et exercent réellement une activité agricole ; - Les coopératives agricoles constituées exclusivement d'agriculteurs (hors CUMA).	Le siège de la structure et le projet doit être situé sur le territoire des Hauts-de-France.  Les agriculteurs :  - <b><u>Les exploitants agricoles* individuels affiliés à la MSA en tant que chef d'exploitation, à titre principal ou secondaire ;</u></b> - <b><u>Les personnes morales, détenues par au moins un associé exploitant agricole** et, soit qui exercent une activité agricole*** (GAEC, EARL, SCEA, etc.), soit qui exercent une activité de commercialisation ou de transformation qui repose en majeure partie sur l'activité de production agricole de ses membres (SARL, SAS, etc.);</u></b> - Etablissements de développement agricole, d'enseignement agricole et de recherche agricole****, Associations sans but lucratif, s'ils mettent en valeur une exploitation agricole <b><u>ou s'ils exercent une activité de transformation ou de commercialisation reposant en majeure partie sur l'activité de production agricole de ses membres ;</u></b> - Les coopératives agricoles (hors CUMA).  <b><u>*Une exploitation agricole est une unité de production remplissant les critères suivants : produire des produits agricoles, avoir une gestion courante indépendante, atteindre un certain seuil en superficie, en production ou en nombre d'animaux. Son existence juridique se matérialise par un numéro de SIRET.</u></b>  <b><u>**Les associés exploitants sont soit :</u></b>  - <b><u>Les exploitants agricoles individuels affiliés à la MSA en tant que chef d'exploitation, à titre principal ou secondaire ;</u></b> - <b><u>Les personnes morales dont l'activité principale exercée (APE) correspond à une activité agricole***, si elles sont détenues à plus de 50% par des exploitants agricoles individuels affiliés à la MSA en tant que chef d'exploitation, à titre principal ou secondaire.</u></b>  <b><u>***L'activité de production agricole s'entend au sens de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime</u></b>  <b><u>****tels que régis par le livre VIII du code rural et de la pêche maritime</u></b>																																																

<b>Dépenses non Eligibles Pour les trois volets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les investissements immobiliers ;</li> <li>- Les investissements réalisés en vue de se conformer aux normes ;</li> <li>- Les travaux de déconstruction, démolition, démontage ;</li> <li>- Les investissements liés à la surveillance et la sécurité de l'exploitation ;</li> <li>- Les équipements de simple remplacement à l'identique sans augmentation de performance ;</li> <li>- Les acquisitions en crédit-bail ou en location financière ;</li> <li>- Le temps de travail lié à l'auto construction ;</li> <li>- Les consommables ;</li> <li>- Les droits de production agricole, les animaux, les plantes et semences annuelles, les coûts de plantation de ces dernières, les droits de paiement ;</li> <li>- Les achats d'animaux ou de cheptel ;</li> <li>- Les locaux à usage administratifs et les vestiaires ;</li> <li>- Les parkings,</li> <li>- Les activités de production et de fourniture d'énergie renouvelable ;</li> <li>- Les frais de montage de dossier de subvention ;</li> <li>- Les frais de fonctionnement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les investissements immobiliers ;</li> <li>- Les investissements réalisés en vue de se conformer aux normes ;</li> <li>- Les travaux de déconstruction, démolition, démontage ;</li> <li>- Les investissements liés à la surveillance et la sécurité de l'exploitation ;</li> <li>- Les équipements de simple remplacement à l'identique sans augmentation de performance ;</li> <li>- Les acquisitions en crédit-bail ou en location financière ;</li> <li>- Le temps de travail lié à l'auto-construction ;</li> <li>- Les consommables ;</li> <li>- Les droits de production agricole, les animaux, les plantes et semences annuelles, les coûts de plantation de ces dernières, les droits de paiement ;</li> <li>- Les achats d'animaux ou de cheptel ;</li> <li>- Les locaux à usage administratifs et les vestiaires ;</li> <li>- Les parkings,</li> <li>- Les activités de production et de fourniture d'énergie renouvelable ;</li> <li>- Les frais de montage de dossier de subvention ;</li> <li>- Les frais de fonctionnement ;</li> <li>- <b><u>Les dépenses d'habillement ;</u></b></li> <li>- <b><u>Les abonnements ;</u></b></li> <li>- <b><u>Les véhicules, les tracteurs et les quads ;</u></b></li> <li>- <b><u>Les plaquettes et flyers de communication et les frais de fonctionnement de sites Internet ;</u></b></li> <li>- <b><u>Le petit mobilier déplaçable (chaises, tables, vaisselle...).</u></b></li> </ul>
<b>Co-financeurs Pour les trois volets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Départements ;</li> <li>- Autres collectivités ;</li> <li>- LEADER ;</li> <li>- Etablissements publics de l'Etat.</li> </ul>	<p style="text-align: center;">Inchangé</p>
<b>Modalités d'attribution de l'aide pour les trois volets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le dépôt des dossiers de demande d'aide se fait –au fil de l'eau- auprès de la Région ;</li> <li>- Un dossier de demande d'aide sera déposé en amont des investissements sur la plateforme dématérialisée de la Région : <a href="https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/sub/extranet/dispositif-consulter.sub?sigle=PAFI">https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/sub/extranet/dispositif-consulter.sub?sigle=PAFI</a></li> <li>- L'accusé de réception du dépôt de dossier ne vaut ni complétude, ni éligibilité du dossier ;</li> <li>- Le démarrage des investissements est possible à la date de dépôt du dossier auprès du service instructeur, mais toutefois sans garanties d'acceptation du dossier ;</li> <li>- La périodicité de dépôt d'un dossier par un même porteur de projet est fixée à tous les 2 ans, le dossier précédent devant être soldé ;</li> <li>- Sur avis du service instructeur qui dépend de la direction de l'agriculture et du développement rural (DADR), les demandes complètes et éligibles seront soumises à la décision de la Commission permanente de la Région, au fil de l'eau, dans la limite des enveloppes budgétaires disponibles.</li> </ul> <p>➤ Tout commencement des investissements avant le dépôt de la demande entraîne automatiquement le rejet du dossier</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le dépôt des dossiers de demande d'aide se fait –au fil de l'eau- auprès de la Région ;</li> <li>- Un dossier de demande d'aide sera déposé en amont des investissements sur la plateforme dématérialisée de la Région : <a href="https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/sub/extranet/dispositif-consulter.sub?sigle=PAFI">https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/sub/extranet/dispositif-consulter.sub?sigle=PAFI</a></li> <li>- L'accusé de réception du dépôt de dossier ne vaut ni complétude, ni éligibilité du dossier ;</li> <li>- Le démarrage des investissements est possible à la date de dépôt du dossier auprès du service instructeur, mais toutefois sans garanties d'acceptation du dossier ;</li> <li>- <b>Toute demande déposée sur la plateforme qui ne sera pas validé ou complété, au bout de 12 mois, sera clôturé.</b></li> <li>- La périodicité de dépôt d'un dossier par un même porteur de projet est fixée à tous les 2 ans, le dossier précédent devant être soldé ;</li> <li>- Sur avis du service instructeur qui dépend de la direction de l'agriculture et du développement rural (DADR), les demandes complètes et éligibles seront soumises à la décision de la Commission permanente de la Région, au fil de l'eau, dans la limite des enveloppes budgétaires disponibles.</li> </ul> <p>➤ Tout commencement des investissements avant le dépôt de la demande entraîne automatiquement le rejet du dossier</p>

<b>Modalités de versement de l'aide par la Région pour les trois volets</b>	<p>L'aide est versée sous forme de subvention.</p> <p>Le règlement de la subvention interviendra de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des acomptes seront versés après vérification du service fait par les services régionaux, sous réserve de la présentation des états récapitulatifs des dépenses HT payées et des factures au titre de l'opération subventionnée, par le bénéficiaire, et précisant la nature des dépenses. Le montant cumulé des acomptes ne pourra excéder plus de 80% du montant de la subvention. Aucun acompte intermédiaire ne peut être inférieur à 800 €.</li> <li>- le solde de la subvention sera versé après vérification du service fait par les services régionaux, sous réserve de la production, par le bénéficiaire, d'un état récapitulatif des dépenses HT payées, des recettes perçues et/ou à percevoir et des factures au titre de l'opération subventionnée et précisant la nature des dépenses et des recettes.</li> </ul> <p>Les demandes de paiement sont à déposer sur la plateforme dématérialisée de la Région : <a href="https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/">https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/</a></p>	<p>L'aide est versée sous forme de subvention.</p> <p><b>Pour le versement des acomptes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les services régionaux procéderont à la vérification du service fait sous réserve de la présentation par le bénéficiaire des états récapitulatifs des dépenses HT payées précisant la nature des dépenses et des factures correspondantes, au titre de l'opération subventionnée ;</li> <li>- Des acomptes seront ensuite versés par les services régionaux, sur présentation des états récapitulatifs des dépenses HT payées ;</li> <li>- Le montant cumulé des acomptes ne pourra excéder plus de 80% du montant de la subvention. Aucun acompte intermédiaire ne peut être inférieur à 800 €.</li> </ul> <p><b>Pour le versement du solde :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les services régionaux procéderont à la vérification du service fait sous réserve de la présentation par le bénéficiaire de l'état récapitulatif des dépenses final HT payées et des recettes perçues et/ou à percevoir précisant la nature des dépenses et des recettes et des factures correspondantes, au titre de l'opération subventionnée ;</li> <li>- Le solde sera ensuite versé par les services régionaux, sur présentation de l'état récapitulatif des dépenses final HT payées et des recettes perçues</li> </ul> <p>Les demandes de paiement sont à déposer sur la plateforme dématérialisée de la Région : <a href="https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/">https://aidesenligne.hautsdefrance.fr/</a></p>
<b>Modalités relatives à la transition avec l'ancien dispositif</b>		<p><u>Les dossiers déposés antérieurement à la date du 1<sup>er</sup> mars 2023 seront instruits selon les termes du précédent dispositif.</u></p>

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**  
**Réunion du 20 mars 2023**

OBJET : Intervention dans le domaine agricole

Le présent rapport a pour objet :

- le renouvellement de la convention de partenariat entre le Département du Nord et la Région Hauts-de-France, en matière d'intervention dans le domaine agricole,
- la participation au dispositif Pass'Agri Filières Hauts-de-France, pour le financement de projets d'investissements agricoles.

**1. RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DÉPARTEMENT DU NORD ET LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE**

La Loi NOTRe (loi du 7 août 2015) a attribué la définition des régimes d'aides et de l'octroi des aides aux entreprises à la Région.

Néanmoins, le législateur a prévu que le Département puisse soutenir le milieu agricole, à la fois en accordant des subventions au titre de l'équipement rural, mais également au titre de la promotion de la solidarité et de la cohésion territoriale sur son territoire départemental.

Le Département, acteur de proximité et partenaire essentiel du monde rural, souhaite renforcer l'équité territoriale, conforter une agriculture durable, identitaire des territoires et accompagner les agriculteurs, en particulier ceux en situation fragile.

Une première convention de partenariat des interventions dans le domaine agricole, entre le Département et la Région a été signée en 2016, pour une période de 3 ans et a été renouvelée pour la période 2019 - 2021. En 2022, cette dernière a été signée pour une durée d'un an, afin d'harmoniser le calendrier des conventions départementales à l'échelle Hauts-de-France. A partir de 2023, il est proposé de reconduire cette convention pour une période de 5 ans, jusqu'au 31 décembre 2027.

Le projet de convention de partenariat, en annexe 1 du présent rapport, fixe le cadre général des modalités d'intervention du Département et la mise en œuvre du partenariat.

Le soutien apporté par le Département au titre de la solidarité et de la cohésion territoriale en faveur du milieu agricole aura pour objectifs :

- le développement de l'approvisionnement local dans la restauration collective,
- le soutien à l'élevage et l'amélioration de la qualité sanitaire,
- la promotion d'une agriculture dynamique, durable, respectueuse de l'environnement et créatrice d'emplois,
- le développement local et la diversification,
- l'accompagnement des agriculteurs en situation fragile,

- l'animation et la reconnaissance du monde rural,
- le renforcement de l'agriculture en tant que composante essentielle de la vie des territoires,
- le logement en milieu rural et l'accueil familial à la ferme,
- le développement des énergies renouvelables.

Le Département du Nord souhaite également inscrire dans cette convention sa participation au financement du dispositif d'aide adopté par la Région : le Pass'Agri filières Hauts-de-France. Cette action est détaillée dans le paragraphe ci-dessous.

Les modalités d'intervention du Département sont annexées à la convention.

## **2. PARTICIPATION AU DISPOSITIF PASS'AGRI FILIÈRES HAUTS-DE-FRANCE**

Le Département du Nord souhaite s'investir plus fortement pour soutenir la profession agricole et les projets des agriculteurs dans le cadre de sa politique départementale en faveur de l'agriculture.

Le renouvellement de la convention de partenariat avec la Région permet au Département de participer au financement de dispositifs régionaux existants et notifiés, notamment le Pass'Agri filières Hauts-de-France.

Le dispositif Pass'Agri filières vise à soutenir les investissements spécifiques liés aux productions agricoles nouvelles ou à développer, liés à la transformation et à la commercialisation des produits issus de l'exploitation agricole et ceux liés à des activités d'accueil et de services à la ferme.

Ce dispositif s'articule en trois volets :

- **Volet 1** : investissements spécifiques et dédiés aux productions agricoles nouvelles ou à conforter pour l'exploitation agricole,
- **Volet 2** : investissements spécifiques et dédiés à la création ou au développement d'ateliers de transformation et/ou de commercialisation des produits de l'exploitation agricole,
- **Volet 3** : investissements spécifiques et dédiés à la création ou au développement d'activités d'accueil et de services à la ferme.

Ce dispositif cadré d'aide aux investissements permet au Département d'intervenir pour des projets entre 2 000 et 30 000 € HT, avec des taux d'intervention variables en fonction du mode de production (agriculture biologique, référentiel Signes Officiels de Qualité (SIQO) ou agro-écologique).

Le Département souhaite donc s'engager dans ce dispositif, conformément aux modalités présentées dans la délibération de la Région figurant en annexe 2.

Le Département du Nord participera au Pass'Agri filières selon les domaines d'intervention suivants :

- les exploitants doivent avoir leur siège d'exploitation sur le territoire départemental,
- les investissements éligibles doivent relever des 3 volets pré-cités,
- le matériel d'occasion est éligible dans les investissements soutenus,
- le montant total des investissements éligibles HT doit être supérieur à 2 000 € HT et les dépenses éligibles sont plafonnées à 30 000 € HT,
- les investissements des dossiers déposés sur la plateforme de la Région seront pris en compte après le vote de la délibération départementale.

Le Département du Nord sera l'unique financeur du territoire à intervenir sur des projets d'investissement d'un montant entre 2 000 et 3 999 € HT et/ou sur du matériel d'occasion. En effet, la participation départementale sera complémentaire aux financements régionaux, puisque la Région Hauts-de-France intervient exclusivement sur des projets de plus de 4 000 € et ne finance pas de matériel d'occasion.

Dans un premier temps, le Département souhaite s'engager sur l'ensemble des volets et investissements éligibles afin de tester le dispositif et les besoins des agriculteurs.

En début d'année 2024, une évaluation de la pertinence de l'intervention départementale sera réalisée sur les dossiers soutenus en 2023. En cas de modification des modalités de l'intervention du Département dans le Pass'Agri filières, celles-ci devront faire l'objet d'une nouvelle délibération.

Une enveloppe annuelle départementale de 200 000 € est prévue pour ce dispositif.

Le Département participera aux comités des financeurs organisés régulièrement par la Région pour étudier les dossiers déposés.

Je propose au Conseil départemental :

- de m'autoriser à signer la convention de partenariat entre le Département du Nord et la Région Hauts-de-France, en matière d'intervention dans le domaine agricole, dans les termes du projet joint en annexe 1 du présent rapport ;
- de participer au financement du dispositif Pass'Agri filière Hauts-de-France, adopté par le Conseil Régional, selon les domaines d'intervention repris dans le présent rapport.

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
23003OP003	23003E36	1200000	0	

Christian POIRET  
Président du Département du Nord